

No. 11287

**FRANCE
and
SPAIN**

Exchange of letters constituting an agreement concerning co-operation in space activities with a view to the establishment at San Fernando (Cadiz Province) of a satellite tracking station. Madrid, 22 March 1968

Exchange of letters constituting an agreement to extend the above-mentioned Agreement. Madrid, 31 December 1970

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 9 August 1971.

**FRANCE
et
ESPAGNE**

Échange de lettres constituant un accord relatif à la coopération en matière spatiale pour l'établissement à San Fernando (province de Cadix) d'une station d'observation de satellites. Madrid, 22 mars 1968

Échange de lettres constituant un accord prorogeant l'Accord susmentionné. Madrid, 31 décembre 1970

Textes authentiques: français et espagnol.

Enregistrés par la France le 9 août 1971.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹
ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE RELATIF À LA
COOPÉRATION EN MATIÈRE SPATIALE POUR L'ÉTA-
BLISSEMENT À SAN FERNANDO (PROVINCE DE CADIX)
D'UNE STATION D'OBSERVATION DE SATELLITES

I

AMBASSADE DE FRANCE EN ESPAGNE

Madrid, le 22 mars 1968

N° 34 B

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la coopération franco-espagnole en matière spatiale, vous avez bien voulu me donner votre accord de principe pour l'établissement à San Fernando d'une station d'observation optique (laser et photographique) de satellites en application du programme spatial français.

J'ai l'honneur de vous proposer que les conditions suivantes soient applicables à l'installation et à l'exploitaton de cette station :

1. Le Gouvernement espagnol autorise le Gouvernement de la République française à établir et à exploiter une station d'observation optique de satellites sur le terrain de l'Observatoire de San Fernando (province de Cadix) du Ministère de la Marine.

2. L'organisme chargé de la mise en œuvre du présent accord est, pour le Gouvernement de la République française, le Centre natonal d'études spatiales (C. N. E. S.); l'organisme chargé de la mise en œuvre du présent Accord est, pour le Gouvernement espagnol, l'Observatoire de San Fernando du Ministère de la Marine. Un protocole additionnel conclu entre les deux organismes fixe les modalités techniques de cette mise en œuvre.

3. Le Gouvernement espagnol fournit le terrain et les droits de passage nécessaires à l'installaton et à l'exploitation de la station par la République française, sans redevance de la part du Gouvernement de la République française, et sans création d'aucun droit réel à son profit.

4. Tant l'installation que l'exploitaton de la station doivent être faites conformément aux lois et règlements espagnols en vigueur.

5. Le Gouvernement de la République française prend à sa charge les frais d'installation de la station, y compris ceux couvrant la réalisation

¹ Entré en vigueur le 22 mars 1968 par l'échange desdites lettres.

d'ouvrages ou le prix de services qui pourraient être nécessaires, ainsi que les dépenses d'exploitation et de démontage des équipements et les dépenses de personnel qui s'y rapportent.

6. *a)* Cette station servira à l'observation de satellites lancés dans le cadre du programme français et de programmes internationaux auxquels la France participe. Le Gouvernement de la République française tiendra le Gouvernement espagnol informé des activités de la station à ce double titre.

b) Pendant la durée de séjour des matériels, la station pourra être utilisée pour des activités scientifiques espagnoles indépendantes, étant entendu que ces activités ne nuiront pas à la priorité des programmes tels que mentionnés en *a*. Les dépenses additionnelles dues à ces activités seront à la charge du Gouvernement espagnol.

Ce dernier aura accès aux matériels d'observation utilisés pour les programmes français qui pourraient être utiles pour ses propres programmes ou pour la recherche théorique.

7. La station abritera notamment une tourelle de télémétrie laser ainsi que les armoires d'électronique associées, des chambres balistiques et un télescope de Schmidt, si cela s'avérait nécessaire.

8. Le Gouvernement français prendra les mesures de sécurité nécessaires pour que les installations ne produisent pas de dommages aux tiers ni d'interférences dans les communications radio-électriques d'utilisation tant civile que militaire. Il assumera la responsabilité des dommages et interférences éventuelles.

9. Toutes les installations démontables et tous les éléments considérés comme biens meubles qui auront été mis en place pour l'équipement de la station ainsi que les matériels et approvisionnements nécessaires à son fonctionnement, resteront la propriété du Gouvernement de la République française. Le Gouvernement espagnol aura un droit d'option sur tous les biens meubles que le Gouvernement de la République française n'aurait pas l'intention d'emporter.

Les biens immeubles construits par le Gouvernement de la République française sur le terrain fourni par le Gouvernement espagnol deviendront la propriété de ce dernier sans aucune contrepartie ni indemnisation.

10. Le Gouvernement espagnol donnera toutes facilités pour la libre importation et la libre exportation en franchise temporaire de droits de douane, de taxes et d'impôts conformément aux lois espagnoles en vigueur :

— de tous les équipements, pièces de rechange et fournitures nécessaires à l'installation et à l'exploitation de la station ;

— des effets personnels et mobiliers du personnel français affecté à la station.

11. Le Gouvernement espagnol autorisera l'entrée et le séjour sur son territoire des personnes désignées par le Gouvernement de la République française pour installer la station, participer aux activités qui y sont poursuivies ou visiter la station conformément aux lois et règlements espagnols en vigueur.

L'accès au terrain de la station sera soumis à l'approbation des autorités espagnoles compétentes.

12. *a)* Tout différend entre les Parties né de l'interprétation ou de l'exécution

des dispositions fixées par la présente lettre devra, à la demande de l'une ou l'autre Partie, être soumis à l'arbitrage. Si l'une des Parties a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, elle en donnera notification à l'autre Partie.

b) Le tribunal arbitral est composé de trois membres, dont un arbitre nommé par l'Espagne, un arbitre nommé par la France, le troisième arbitre qui assumera la présidence étant désigné par les deux premiers.

c) Si, dans les trois mois qui suivent la date de notification mentionnée au paragraphe 1 de la présente lettre, une des Parties n'a pas désigné d'arbitre dans les conditions prévues au paragraphe 2, le choix de l'arbitre est fait à la demande de l'autre Partie, par le Président de la Cour de justice internationale de La Haye. Il en est de même, à la demande de l'une ou de l'autre Partie, si, dans le mois qui suit la date de nomination du second arbitre, les deux premiers ne sont pas arrivés à un accord sur la désignation du troisième arbitre.

d) Le siège du tribunal sera à Madrid.

Le tribunal établit la procédure qu'il dit suivre. La sentence du tribunal est définitive et obligatoire pour les deux Parties; aucun appel ne peut être interjeté contre elle. En cas de contestation sur le sens ou la portée de la sentence, il appartient au tribunal d'arbitrage de l'interpréter à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir trouver ci-joint les pouvoirs qui m'ont été donnés par le Ministre des Affaires étrangères, au nom du Gouvernement français, pour signer cet Accord sous forme d'Échange de lettres et de confirmer l'Accord du Gouvernement espagnol sur les propositions ci-dessus. Dans l'affirmative, la présente lettre et votre réponse constitueront l'Accord concernant l'installation, l'exploitation et le démontage d'une station d'observation optique de satellites à San Fernando, Accord qui entrera en vigueur à la date de l'Échange de ces lettres et aura une durée de deux ans.

Toutefois, les deux Parties pourront convenir que cette durée soit écourtée si le maintien de la station ne paraissait plus nécessaire.

A la demande de l'un ou l'autre de ces Gouvernements et au cas où les circonstances se trouveraient fondamentalement modifiées, les dispositions prévues par cet Échange de lettres pourraient être révisées. Ces dispositions pourront également être reconduites par Accord des deux Gouvernements qui décideront de la durée de cette reconduction.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

[Signé]

ROBERT DE BOISSÉSON

Son Excellence M. Fernando Maria Castiella
Ministre des Affaires extérieures
Madrid

II

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES

Madrid, 22 de marzo de 1968

Núm. 683

Señor Embajador:

Me complazco en acusar recibo de su Nota número 34 B, de 22 de marzo de 1968, en la que me dice:

«En el marco de la cooperación franco-española en materia espacial, habéis querido darme el acuerdo de principio para el establecimiento en San Fernando de una estación de observación óptica (laser y fotográfica) de satélites, en cumplimiento del programa espacial francés.

Tengo el honor de proponer que las condiciones siguientes sean aplicables a la instalación y la utilización de esta estación.

1. El Gobierno español autoriza al Gobierno de la República francesa a establecer y a utilizar una estación de observación óptica de satélites sobre el terreno del Observatorio de San Fernando (provincia de Cádiz) del Ministerio de Marina.

2. El organismo encargado de la ejecución del presente acuerdo es, para el Gobierno de la República francesa, el Centro Nacional de Estudios Espaciales (CNES); el organismo encargado de la ejecución del presente acuerdo es, para el Gobierno español, el Observatorio de San Fernando del Ministerio de Marina. Un Protocolo adicional concluido entre los dos organismos fija las modalidades técnicas de esta ejecución.

3. El Gobierno español proporciona el terreno y los derechos de paso necesarios para la instalación y utilización de la estación por la República francesa, sin pago de canon por parte del Gobierno de la República francesa y sin creación de derecho real alguno en su beneficio.

4. Tanto la instalación como la utilización de la estación se realizará en conformidad con las leyes y reglamentos españoles en vigor.

5. El Gobierno de la República francesa sufragará los gastos de instalación de la estación, comprendiéndose en ellos los de realización de obras o precio de los servicios que puedan ser necesarios, así como los gastos de utilización y desmontaje de los equipos y los del personal que con ellos se relacionen.

6. a) Esta estación servirá para la observación de satélites lanzados dentro del programa francés y de los programas internacionales en los cuales participe Francia. El Gobierno de la República francesa tendrá informado al Gobierno español de las actividades de la estación en ambos casos.

b) Durante la estancia de los materiales, la estación podrá ser utilizada para

actividades científicas españolas independientes, bien entendido que estas actividades no perjudicarán los programas mencionados en *a*). Los gastos adicionales debidos a estas actividades serán por cuenta del Gobierno español.

Este último tendrá acceso a los materiales de observación utilizados para los programas franceses que puedan ser útiles para sus propios programas o para la investigación teórica.

7. La estación acogerá principalmente una torre de telemetría laser así como los equipos de electrónica asociados, cámaras balísticas y un telescopio de Schmidt, si fuese necesario.

8. El Gobierno francés adoptará las medidas de seguridad necesarias para que las instalaciones no produzcan daños a terceros ni interferencias en las comunicaciones radio-eléctricas utilizadas tanto civiles como militares. Asumirá la responsabilidad de los daños y eventuales interferencias.

9. Todas las instalaciones desmontables y todos los elementos considerados como bienes muebles que hayan sido puestos en el lugar para equipar la estación, así como los materiales y pertrechos necesarios para su funcionamiento, serán propiedad del Gobierno de la República francesa. El Gobierno español tendrá un derecho de opción sobre todos los bienes muebles que el Gobierno de la República francesa no tenga intención de llevarse.

Los edificios construídos por el Gobierno de la República en el terreno proporcionado por el Gobierno español, quedarán de la propiedad de este último sin ninguna contrapartida ni indemnización.

10. El Gobierno español dará todas las facilidades para la libre importación y la libre exportación en franquicia temporal de derechos de aduana, tasas e impuestos en conformidad con las Leyes españolas en vigor.

— De todos los equipos, piezas de recambio y suministros necesarios para la instalación y utilización de la estación.

— De los efectos personales y mobiliarios del personal francés adscrito a la estación.

11. El Gobierno español autorizará la entrada y estancia en su territorio de las personas designadas por el Gobierno de la República francesa para instalar la estación, participar en las actividades que allí se realicen o visitar la estación, en conformidad con las leyes y reglamentos españoles en vigor.

El acceso al terreno de la estación será sometido a la aprobación de las autoridades españolas competentes.

12. *a*) Toda diferencia entre las Partes nacida de la interpretación o de la ejecución de las disposiciones fijadas en la presente Nota deberá, a petición de una o de otra Parte, ser sometida a arbitraje. Si una de las Partes tiene intención de someter una diferencia a arbitraje dará notificación de ello a la otra Parte.

b) El Tribunal Arbitral está compuesto de tres miembros, un árbitro nombrado por España, un árbitro nombrado por Francia, el tercer árbitro que asumirá la presidencia, será designado por los dos primeros.

c) Si, en los tres meses que siguen a la fecha de notificación mencionada en el párrafo 1 de la presente Nota, una de las Partes no ha designado un

árbitro en las condiciones previstas en el párrafo 2, la elección del árbitro será hecha, a petición de la otra parte, por el Presidente del Tribunal Internacional de Justicia de La Haya. Se procederá igualmente, a petición de una o de otra parte, si, en el mes que sigue a la fecha de nombramiento del segundo árbitro, los dos primeros no han llegado a un acuerdo sobre la designación del tercer árbitro.

d) La sede del Tribunal estará en Madrid.

El Tribunal establece el procedimiento que debe seguir. La sentencia del Tribunal es definitiva y obligatoria para las dos Partes; ninguna apelación puede ser interpuesta contra ella. En caso de diferencia sobre el sentido o el alcance de la sentencia, pertenece al Tribunal de Arbitraje interpretarla a petición de una u otra de las partes.

Tengo el honor de remitirle adjunto los poderes que me han sido otorgados por el Ministro de Asuntos Exteriores, en nombre del Gobierno francés, para firmar este Acuerdo bajo forma de Canje de Notas y confirmar el acuerdo del Gobierno español sobre las propuestas anteriormente mencionadas. En caso afirmativo, la presente Nota y su respuesta, constituirán el Acuerdo concerniente a la instalación, utilización y desmontaje de una estación de observación óptica de satélites en San Fernando, acuerdo que entrará en vigor en la fecha del intercambio de estas Notas y que tendrá duración de dos años.

De todas maneras, las dos Partes podrán convenir que esta duración se acorte si el mantenimiento de la estación no pareciese ya necesario.

A petición de uno u otro de los Gobiernos, y en caso de que las circunstancias se encontrasen fundamentalmente modificadas, las disposiciones previstas para este intercambio de cartas podrían ser revisadas. Estas disposiciones podrían ser igualmente renovadas por acuerdo de los dos Gobiernos que decidirán sobre la duración de esta renovación.

Reciba, señor Ministro, las seguridades de mi alta consideración. Firmado: R. de Boisseson. »

Señor Embajador, el Gobierno español en su reunión del 23 de febrero de 1968 dió su conformidad al contenido de las propuestas mencionadas en su Nota y me autorizó para firmar, en su nombre, la presente respuesta que constituye así el acuerdo concerniente a la estación de observación óptica de satélites del Observatorio de la Marina de San Fernando.

Aprovecho esta oportunidad, señor Embajador, para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi alta consideración.

[Signed — Signé]¹

Excmo. Sr. Barón Robert de Boisseson
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Francia
Madrid

¹ Signed by Fernando Castiella — Signé par Fernando Castiella.

[TRADUCTION ¹ — TRANSLATION ²]

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Madrid, le 22 mars 1968

N° 683

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 34 B, en date du 22 mars 1968, dont le texte est le suivant :

[*Voir lettre I*]

Lors de sa réunion en date du 23 février 1968, le Gouvernement espagnol a donné son accord sur le contenu des propositions formulées dans votre note et m'a autorisé à signer, en son nom, la présente réponse qui constitue ainsi l'Accord concernant la station d'observation optique de satellites de l'Observatoire de la Marine de San Fernando.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

[FERNANDO CASTIELLA]

Son Excellence Monsieur le Baron Robert de Boisséson
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France
Madrid

¹ Traduction fournie par le Gouvernement français.

² Translation supplied by the Government of France.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹
ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE PROROGÉANT
L'ACCORD DU 22 MARS 1968² RELATIF À LA COOPÉ-
RATION EN MATIÈRE SPATIALE POUR L'ÉTABLISSE-
MENT À SAN FERNANDO (PROVINCE DE CADIX)
D'UNE STATION D'OBSERVATION DE SATELLITES

I

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

Madrid, 31 de diciembre de 1970

EL MINISTRO DE ASUNTOS EXTERIORES

Señor Embajador:

Tengo la honra de referirme al Acuerdo de 22 de marzo de 1968, concluído por Canje de Notas, mediante el cual el Gobierno del Estado español autorizaba al Gobierno de la República francesa a instalar en San Fernando (provincia de Cádiz) una Estación de Observación Óptica de Satélites en aplicación del Programa Espacial francés. Habiendo sido concluído dicho Acuerdo por una duración de dos años, expiraba el 22 de marzo de 1970 pero, de conformidad entre ambas Partes, se convino que continuara de hecho en vigor hasta que los dos Gobiernos llegasen a un decisión formal.

En virtud del servicio de orden científico que presta la Estación, y considerando que el Gobierno francés ha solicitado la continuación del Acuerdo, tengo la honra de poner en conocimiento de V.E. que el Gobierno español acepta prorrogar el Acuerdo de 22 de marzo de 1968 hasta el 22 de marzo de 1972, sin modificación alguna. Sin embargo, las dos Partes podrán convenir que esta duración sea reducida si no pareciera necesario el mantenimiento de la Estación. A petición de uno u otro de los dos Gobiernos, y en el caso de que considere que las circunstancias que recomiendan el mantenimiento de la Estación hubieran cambiado fundamentalmente, podría revisarse las disposiciones previstas por el Acuerdo. Finalmente, el Acuerdo podrá ser prorrogado después de su nuevo plazo de duración, que expira el 22 de marzo de 1972, si los dos Gobiernos estuvieran entonces conformes con la prórroga, decidiéndose si la prórroga exigirá o no alteración de sus disposiciones.

¹ Entré en vigueur le 31 décembre 1970 par l'échange desdites lettres.

² Voir p. 202 du présent volume.

El Observatorio de la Marina de San Fernando y el Centro Nacional de Estudios Espaciales (CNES) concluirán el Protocolo oportuno para la próxima campaña.

Si lo que antecede merece la conformidad del Gobierno francés, tengo la honra de proponerle que la presente carta y la respuesta de V.E. constituyan el Acuerdo de prórroga del Acuerdo de 22 de marzo de 1968 sobre la Estación de Observación Óptica de Satélites en San Fernando.

Le ruego que acepte, Señor Embajador, el testimonio de mi alta consideración.

[Signed — Signé]

GREGORIO LÓPEZ BRAVO

Excmo. Sr. Robert Gillet
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Francia
Madrid

[TRADUCTION ¹ — TRANSLATION ²]

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Madrid, le 31 décembre 1970

[Voir lettre II]

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

[Signé]

GREGORIO LÓPEZ BRAVO

Son Excellence M. Robert Gillet
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France
Madrid

II

AMBASSADE DE FRANCE EN ESPAGNE

Madrid, le 31 décembre 1970

L'Ambassadeur

N° 162 B

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, dont le texte est le suivant:

¹ Traduction fournie par le Gouvernement français.

² Translation supplied by the Government of France.

« Monsieur l'Ambassadeur,

« J'ai l'honneur de me référer à l'Accord du 22 mars 1968¹, conclu par Échange de lettres, et selon lequel le Gouvernement de l'État espagnol autorisait le Gouvernement de la République française à installer à San Fernando (province de Cadix) une station d'observation optique de satellites, en application du programme spatial français. Conclu pour une durée de deux ans, cet Accord venait à expiration le 22 mars 1970; toutefois, par Accord entre les deux Parties, il a été convenu qu'il demeurerait en vigueur dans la pratique jusqu'à ce que les deux Gouvernements parviennent à une décision formelle à son sujet.

« En raison du service d'ordre scientifique fourni par la station et compte tenu du fait que le Gouvernement français a demandé la prorogation de l'Accord, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement espagnol accepte de proroger l'Accord du 22 mars 1968 jusqu'au 22 mars 1972 sans aucune modification. Toutefois, les deux Parties pourront décider d'un commun accord de réduire cette durée si le maintien de la station ne s'avérait pas nécessaire. A la demande de l'un ou l'autre des deux Gouvernements et s'il apparaît que les circonstances qui justifient le maintien de la station ont changé fondamentalement, les dispositions prévues par l'Accord pourront faire l'objet d'une révision. Enfin, l'Accord pourra être prorogé à l'issue de sa nouvelle durée d'application qui vient à échéance le 22 mars 1972 si les deux Gouvernements en sont d'accord. L'opportunité d'une éventuelle modification des dispositions de l'Accord sera alors examinée.

« L'Observatoire de la Marine de San Fernando et le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) concluront le Protocole afférent à la prochaine campagne.

« Si ce qui précède rencontre l'approbation du Gouvernement français, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente lettre et la réponse de Votre Excellence constituent l'Accord pour la prorogation de l'Accord du 22 mars 1968 sur la station d'observation optique de satellites de San Fernando.

« Je vous prie d'agréer, ... »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord du Gouvernement français sur les dispositions figurant dans cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur de France:

R. GILLET

Son Excellence M. Gregorio López Bravo
Ministre des Affaires Extérieures
Madrid

¹ Voir p. 202 du présent volume.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND SPAIN CONCERNING CO-OPERATION IN SPACE ACTIVITIES WITH A VIEW TO THE ESTABLISHMENT AT SAN FERNANDO (CADIZ PROVINCE) OF A SATELLITE TRACKING STATION

I

FRENCH EMBASSY IN SPAIN

Madrid, 22 March 1968

No. 34 B

Sir,

With relation to Franco-Spanish co-operation in space activities, you indicated to me your agreement in principle to the establishment at San Fernando of an optical (laser and photographic) satellite tracking station under the French space programme.

I have the honour to propose to you that the following conditions should apply to the establishment and operation of this station:

1. The Spanish Government shall authorize the Government of the French Republic to establish and operate an optical satellite tracking station on the site of the San Fernando Observatory (Cadiz Province) of the Ministry of the Navy.

2. The agency responsible for the implementation of this Agreement in the case of the Government of the French Republic shall be the National Centre for Space Studies (CNES); the agency responsible for the implementation of this Agreement in the case of the Spanish Government shall be the San Fernando Observatory of the Ministry of the Navy. Technical arrangements for implementing the Agreement shall be established in an additional protocol to be concluded by the two agencies.

3. The Spanish Government shall provide the site and grant the necessary rights of way for the establishment and operation of the station by the French Republic, without cost to the Government of the French Republic and without the latter's acquiring any right *in rem*.

4. The station shall be established and operated in accordance with existing Spanish laws and regulations.

5. The Government of the French Republic shall defray the costs of establishing the station, including the cost of construction and of any services

¹ Came into force on 22 March 1968 by the exchange of the said letters.

required, and also the cost of operating and dismantling the equipment and the remuneration of the personnel employed for those purposes.

6. (a) The station shall be used for tracking satellites launched under the French programme and under international programmes in which France participates. The Government of the French Republic shall keep the Spanish Government informed of activities of the station in both cases.

(b) While the equipment is *in situ* the station may be used for independent Spanish scientific activities, provided however that such activities shall not detract from the priority of programmes specified in (a) above. The additional costs resulting from such activities shall be borne by the Spanish Government.

The Spanish Government shall have access to any tracking equipment used for the French programmes which may be of assistance in its own programmes or in theoretical research.

7. The station shall include a laser telemetry turret and associated electronic systems, ballistic cameras and a Schmidt telescope, if required.

8. The French Government shall make the necessary safety arrangements to ensure that the facilities do not cause damage to third parties or interference with civil or military radiocommunications. It shall assume responsibility for any damage or interference so caused.

9. All the installations which can be dismantled and all the components considered movable which may have been mounted as part of the equipment of the station, as also the materials and supplies required for its functioning, shall remain the property of the Government of the French Republic. The Spanish Government shall have the option to acquire any movable property that the Government of the French Republic decides not to remove.

The immovable property constructed by the Government of the French Republic on the site provided by the Spanish Government shall become the property of the latter without any counterpart or compensation.

10. The Spanish Government shall accord every facility for the unrestricted import and export temporarily free from customs duties, charges and taxes in accordance with Spanish law, of the following items:

- all equipment, spare parts and supplies necessary for the establishment and operation of the station;
- the personal and household effects of the French personnel assigned to the station.

11. The Spanish Government shall authorize the admission to and stay in its territory of persons designated by the Government of the French Republic for the purpose of installing, serving at or visiting the station, in accordance with existing Spanish laws and regulations.

Access to the site of the station shall be subject to the approval of the competent Spanish authorities.

12. (a) Any dispute between the Parties concerning the interpretation or the application of the terms established in this letter shall, at the request of either

Party, be submitted to arbitration. If one of the Parties intends to submit a dispute to arbitration, it shall so notify the other Party.

(b) The arbitration tribunal shall be composed of three arbitrators — one designated by Spain, one designated by France and a third member, to be designated by the other two, who will act as Chairman.

(c) If, within three months following the date of notification referred to in (a) above, either Party has failed to designate an arbitrator as provided for under (b), the arbitrator shall be chosen, at the request of the other Party, by the President of the International Court of Justice at The Hague. The same procedure shall apply, at the request of either Party, if within a month following the date on which the second arbitrator is designated the two arbitrators fail to agree on the choice of the third.

(d) The arbitration tribunal shall sit in Madrid.

The tribunal shall establish its own procedure. Its award shall be final and binding on both Parties; it shall not be subject to appeal. In the event that the meaning or scope of the award is disputed, it shall be interpreted by the arbitration tribunal at the request of either Party.

I have the honour to request you to note the enclosed powers conferred on me by the Minister for Foreign Affairs, on behalf of the French Government, for the purpose of signing this Agreement in the form of an Exchange of Letters and to ask you to confirm that the Spanish Government agrees to the foregoing proposals. Should you do so, this letter and your reply will constitute an Agreement relating to the establishment, operation and dismantling of an optical satellite tracking station at San Fernando, which will take effect from the date of this Exchange of Letters and remain in force for two years.

The two Parties may, however, agree to shorten the duration of the Agreement if it no longer appears necessary to maintain the station.

Should the circumstances change substantially, the terms of this Exchange of Letters may be revised at the request of either Government. The terms may likewise be renewed, and the duration of such renewal determined, by agreement between the two Governments.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

ROBERT DE BOISSÉSON

His Excellency Mr. Fernando Maria Castiella
Minister for Foreign Affairs
Madrid

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Madrid, 22 March 1968

No. 683

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 34 B, dated 22 March 1968, which reads as follows:

[*See letter I*]

At a meeting on 23 February 1968, the Spanish Government approved the contents of the proposals formulated in your note and authorized me to sign, on its behalf, the present reply thus constituting the Agreement concerning the optical satellite tracking station of the Naval Observatory at San Fernando.

I take this opportunity, etc.

[FERNANDO CASTIELLA]

His Excellency Baron Robert de Boisséson
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of France
Madrid

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND SPAIN TO EXTEND THE AGREEMENT OF 22 MARCH 1968² CONCERNING CO-OPERATION IN SPACE ACTIVITIES WITH A VIEW TO THE ESTABLISHMENT AT SAN FERNANDO (CADIZ PROVINCE) OF A SATELLITE TRACKING STATION

I

MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

Madrid, 31 December 1970

Sir,

I have the honour to refer to the Agreement of 22 March 1968,² in the form of an Exchange of Letters, according to which the Government of the Spanish State authorized the Government of the French Republic to establish an optical satellite tracking station at San Fernando (Cadiz Province) under the French space programme. This Agreement was concluded for a term of two years which expired on 22 March 1970. It was agreed by the two Parties, however, that in practice it would remain in force until the two Governments reached a formal decision.

In view of the scientific services rendered by the station, and since the French Government has asked that the Agreement should be extended, I have the honour to inform you that the Spanish Government agrees to extend the Agreement of 22 March 1968 until 22 March 1972 without change. The two Parties may, however, decide by common agreement to shorten the term if it proves unnecessary to maintain the station. Should it appear that the circumstances justifying the station's maintenance have changed substantially, the provisions of the Agreement may be amended at the request of either Government. Moreover, if both Governments agree, the Agreement may be extended at the end of its further term, which expires on 22 March 1972. The desirability of amending any provisions of the Agreement will be considered at that time.

The Naval Observatory at San Fernando and the National Centre for Space Studies (CNES) shall conclude the Protocol relating to the forthcoming activities.

¹ Came into force on 31 December 1970 by the exchange of the said letters.

² See p. 212 of this volume.

If the foregoing is acceptable to the French Government, I have the honour to propose that this letter and your reply thereto shall constitute an Agreement to extend the Agreement of 22 March 1968 concerning the optical satellite tracking station at San Fernando.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

GREGORIO LÓPEZ BRAVO

His Excellency Mr. Robert Gillet
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of France
Madrid

II

FRENCH EMBASSY IN SPAIN

The Ambassador

Madrid, 31 December 1970

No. 162 B

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, which reads as follows:

[*See letter I*]

I have the honour to inform you that the French Government agrees to the terms of the above letter.

Accept, Sir, etc.

R. GILLET
Ambassador of France

His Excellency Mr. Gregorio López Bravo
Minister for Foreign Affairs
Madrid

